

## Sommaire

### Actualités

**Retour sur la tournée américaine de Daw Aung San Suu Kyi**

**Etat Kachin : les combats font toujours rage et les réfugiés manquent désespérément de nourriture**

**Amnistie : 88 prisonniers politiques libérés**

**D'anciens prisonniers politiques privés de leurs droits, les journalistes se voient refuser des visas**

**Les restrictions sur les rassemblements pacifiques perdurent**

**Malgré la répression, les manifestations contre la confiscation des terres continuent**

**Les Etats-Unis lèvent l'interdiction d'importation de produits birmans**

**La loi sur les investissements étrangers à nouveau modifiée**

**Les cartes SIM toujours inabordables en Birmanie**

### Eclairage:

**« Le retour des réfugiés ne doit se faire qu'avec leur consentement et la garantie de leur sécurité et dignité »**

**Nous soutenir,  
nous rejoindre**

## Edito

En Septembre, Daw Aung San Suu Kyi et le président Thein Sein se sont rendus aux États-Unis. Durant sa première visite aux États-Unis depuis plus de 40 ans, Aung San Suu Kyi a voyagé dans tout le pays, a participé à de nombreuses réceptions en son honneur et à des réunions de très haute importance, notamment une réunion privée avec le président Barack Obama.

De son côté, le président Thein Sein, lors de son allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies, a vanté la légitimité démocratique de son administration. Thein Sein a déclaré que « des mesures irréversibles dans la transition démocratique » avaient été prises depuis qu'il a pris ses fonctions de président. Thein Sein a également dispensé son administration de toute responsabilité pour les violences interconfessionnelles qui ont éclaté en juin dans l'Etat d'Arakan et en les décrivant comme une question « malheureuse et inattendue ». Le même jour, lors d'un débat à l'Asia Society, Thein Sein a blâmé l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA) pour ne pas mettre fin aux hostilités. Il a également défendu la Constitution de 2008 qui selon lui, a été rédigée lors d'un processus « très inclusif ».

Pendant que président Thein Sein était occupé à décrire devant l'Assemblée générale des Nations Unies ces « incroyables changements », l'offensive de l'armée birmane dans l'Etat Kachin se poursuivait sans relâche, des centaines de prisonniers politiques étaient toujours incarcérés et des manifestants pacifiques ont été arrêtés et convoqués au tribunal. En réalité, les changements en Birmanie ne sont que fragiles et incertains et les changements structurels sont encore à venir.

La réalité des réformes en Birmanie est en effet très éloignée du discours du président Thein Sein, criblé d'inexactitudes et d'informations trompeuses. La communauté internationale ne doit pas se laisser aveugler par cette période d'euphorie des réformes, qui éclipsent la situation désespérée des minorités ethniques et le comportement abusif de l'armée.

Alors même que la population jouit de nouvelles libertés en Birmanie, de nombreux groupes ethniques sont toujours piégés dans un cycle perpétuel de violations des droits de l'homme et de violences militaires.

Sans des réformes institutionnelles, législatives et constitutionnelles, la Birmanie ne sera jamais véritablement libre, et sans accord politique avec les groupes ethniques, la Birmanie ne connaîtra jamais la paix.

Bonne Lecture  
L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>

## Retour sur la tournée américaine de Daw Aung San Suu Kyi

***Aung San Suu Kyi met en évidence les questions de politique clés au cours de sa tournée américaine***

Le 16 Septembre, Daw Aung San Suu Kyi a quitté la Birmanie pour visiter les Etats-Unis pendant plus de deux semaines. Au cours de sa tournée, qui comprenait près de 100 engagements, Aung San Suu Kyi a eu l'occasion de faire de nombreuses déclarations concernant un large éventail de questions politiques clés.<sup>1</sup>

***Sur la situation l'État d'Arakan***

Aung San Suu Kyi a appelé à la suppression des «racines de la haine» qui ont alimenté les violences sectaires entre les Rohingya et la population Rakhine dans l'État d'Arakan. Elle a souligné que la question devrait être résolue par le respect des droits de l'homme, qui doivent être appliqués à «tout le monde et de façon équitable.» Aung San Suu Kyi a également déclaré que la loi sur la citoyenneté birmane de 1982 devait être réexaminée dans le but de s'assurer qu'elle est conforme aux normes internationales et aux exigences des droits de l'homme.

Répondant aux critiques sur son silence à propos de la situation dans l'État d'Arakan elle a déclaré : « Fondamentalement, je suis contre toutes les violations des droits de l'homme et je crois fermement au principe selon lequel les droits humains doivent être protégés par un régime de droit. Mais je ne pense pas que critiquer une communauté aiderait l'autre ou vice-versa. »<sup>2</sup>

***Sur les sanctions***

Daw Aung San Suu Kyi a déclaré que les sanctions avaient été un outil très utile pour faire pression sur le régime militaire et avaient contribué à la lutte pour la démocratie. Cependant, Aung San Suu Kyi a déclaré que désormais elle soutenait l'assouplissement des sanctions parce que la Birmanie ne devrait pas dépendre des sanctions américaines à maintenir l'élan démocratique.<sup>3</sup>

***Sur les réformes en Birmanie***

Daw Aung San Suu Kyi a salué le rôle du président Thein Sein dans le processus de réforme et a dit qu'elle croyait que le président tenait réellement à « la réforme démocratique». Toutefois, elle a souligné la nécessité d'évaluer les réformes démocratiques en examinant les progrès non seulement dans l'exécutif, mais aussi dans les branches législative et judiciaire. Aung San Suu Kyi a également déclaré que les changements en Birmanie n'étaient pas irréversibles jusqu'à ce que l'armée soutienne le processus

<sup>1</sup> RFA (17 Sep 12) Suu Kyi Arrives in US; AFP (22 Sep 12) Aung San Suu Kyi visits UN, New York

<sup>2</sup> RFA (18 Sep 12) 'Remove Roots of Hatred'. The New York Times (30 sept 2012) A Conversation with Daw Aung San Suu Kyi

<sup>3</sup> VOA (18 Sep 12) Aung San Suu Kyi Says Burma Reforms Not Yet Irreversible; Irrawaddy (19 Sep 12) No Need to Keep Sanctions: Suu Kyi

démocratique «de façon claire et cohérente». Elle a insisté pour que la constitution de 2008 soit modifiée car elle permet à l'armée de conserver des «pouvoirs extraordinaires». <sup>1</sup>

## **Sur les prisonniers politiques**

Daw Aung San Suu Kyi a déclaré que tous les prisonniers politiques restant en Birmanie devaient être libérés. «Si vous parlez de démocratisation authentique, il devrait y avoir pas un seul prisonnier politique», a-t-elle affirmé.<sup>2</sup>

## **Sur le processus de vérité et de réconciliation**

A la question de savoir si les responsables du régime devaient faire face à des poursuites judiciaires pour les violations des droits de l'homme commises par les anciens dirigeants de la junte, Daw Aung San Suu Kyi a répondu que les solutions devaient être réparatrices, plutôt que punitives. <sup>3</sup>

## **Etat Kachin : les combats font toujours rage et les réfugiés manquent désespérément de nourriture**

Les combats entre l'armée birmane et l'Armée d'indépendance Kachin (KIA) continuent de faire rage dans l'Etat Kachin. Le gouvernement a estimé que 90 000 personnes avaient été déplacées en raison du conflit en cours. Le 28 septembre, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) a indiqué que les combats dans l'Etat de Kachin avaient forcé au moins 10 000 personnes à fuir leurs foyers durant le mois de septembre. <sup>4</sup>

Selon l'Association des femmes Kachin (KWAT), les donateurs internationaux n'auraient pas été en mesure de répondre aux besoins humanitaires de près de 60 000 villageois kachin déplacés le long de la frontière sino-birmane

Un rapport de la KWAT intitulé de «De la persécution à la privation», documente comment près de 60.000 personnes ayant trouvé refuge dans les zones contrôlées par l'Armée d'indépendance Kachin ont reçu seulement 4% de leurs besoins alimentaires de base de la part des groupes d'aide internationaux, y compris l'ONU, a déclaré la KWAT.<sup>5</sup>

Le gouvernement continue de refuser l'accès à ces régions aux agences d'aide internationale. Les réfugiés se tournent donc vers des organisations d'aide locales qui n'ont pas assez de ressources pour combler les besoins de tous les réfugiés.

Environ 100.000 personnes ont été déplacées au total depuis que l'armée birmane a brisé en juin 2011 un accord de cessez-le-feu long de 17 ans.

1 AFP (18 Sep 12) In US, Suu Kyi says Myanmar to shape 'own destiny'; AP (27 Sep 12) At Yale, Nobel Peace Prize winner Aung San Suu Kyi emphasizes Myanmar's need for rule of law

2 IPS (18 Sep 12) Suu Kyi Backs Lifting of Final U.S. Sanctions on Myanmar

3 Washington Post (20 Sep 12) Aung San Suu Kyi urges easing of U.S. sanctions on Burma

4 UNHCR (28 Sep 12) Thousands flee homes in northern Myanmar as fighting intensifies

5 KWAT (oct 2012) "From persecution to deprivation"; Mizzima (2 oct 2012) International groups failing Kachin aid effort: Kwat

# Actualités

## Amnistie : 88 prisonniers politiques libérés

Le Lundi 17 septembre, le gouvernement birman a accordé une amnistie à 514 détenus, parmi eux figuraient 88 prisonniers politiques.

Cette nouvelle libération de prisonniers politiques est la bienvenue, mais depuis le mois de novembre 2012, ces libérations se font au compte-goutte.

Selon les données collectées par l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans (AAPPB) il resterait 311 prisonniers politiques derrière les barreaux, parmi eux 57 auraient de graves problèmes de santé. Le 20 septembre, Tomás Ojea Quintana, le rapporteur spécial de l'ONU pour la Birmanie, a réitéré son appel au gouvernement birman pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques restant.

Malgré la libération de dissidents, le gouvernement continue d'utiliser les arrestations arbitraires comme outil de répression. Le 27 septembre, l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans a déclaré que depuis le mois de janvier 2012, le gouvernement avait arrêté au moins 200 activistes, dont environ 60 cas donnant lieu à des poursuites judiciaires.

Pour s'assurer de la libération de tous les prisonniers politiques, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme approprié tel que la formation d'une commission mixte nationale et internationale, en partenariat avec les Nations Unies, pour enquêter sur le nombre de prisonniers politiques restant dans les prisons de Birmanie et obtenir leur libération le plus tôt possible.<sup>1</sup>

## D'anciens prisonniers politiques privés de leurs droits, les journalistes se voient refuser des visas

Le gouvernement birman continue de refuser de délivrer des passeports à de nombreux prisonniers politiques, notamment des activistes, des avocats des droits de l'homme et des journalistes. Le 15 septembre, l'activiste Min Ko Naing, leader du mouvement « Generation 88 » libéré de prison cette année, a annulé un voyage aux Etats-Unis en solidarité pour une douzaine d'autres activistes à qui le gouvernement a refusé de délivrer un passeport.

De plus, il a été reporté que le gouvernement continuerait de refuser de délivrer des visas à certains journalistes et activistes alors même que leur noms avaient été retiré de la tristement célèbre liste noire à la fin du mois d'août.<sup>2</sup>

1 AAPP (20 Sep 12) List of 424 confirmed Political Prisoners whose whereabouts are verified; OHCHR (20 Sep 12) "None should be left behind" – UN expert welcomes latest release of prisoners of conscience in Myanmar; AAPP (27 Sep 12) Arbitrary arrests in Burma: a tool to repress critical voices

2 AP (15 Sep 12) Prominent Myanmar activist cancels trip to US; DVB (20 Sep 12) Gov't prevents journalists, academics from entering Burma

## Les restrictions sur les rassemblements pacifiques perdurent



Durant le mois de Septembre, le gouvernement a continué à imposer des restrictions sévères sur les rassemblements pacifiques. Le 21 septembre, des centaines de manifestants se sont rassemblés à Rangoun appelant à la paix en Birmanie, et en particulier dans l'État Kachin. Ils brandissaient des pancartes indiquant «Arrêtez la guerre civile», « une balle = un repas » ou encore « Nous voulons la paix ». Des manifestants avaient prévu de partir à

l'aube dans des bus pour la capitale, Naypyidaw, mais ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre.

Alors que les autorités n'ont pas empêché la manifestation principale à Rangoun, la police a interrogé plus tard 15 militants qui devraient faire face à des poursuites judiciaires pour violation de l'article 18 de la loi relative aux rassemblements pacifiques et aux défilés, pour avoir manifesté sans autorisation officielle. Les militants affirment avoir demandé l'autorisation de manifester et avoir fourni tous les documents nécessaires, mais l'autorisation leur aurait été refusée par les autorités sans raison quelconque. La veille, un artiste avait effectué une performance, en s'enveloppant dans du ruban adhésif bleu et faisant le tour de la ville de Mandalay, appelant aussi à la paix. Il a été arrêté par la police et libéré le jour même.

Selon l'organisation de défense de la liberté d'expression, Article 19, la loi sur les rassemblements pacifiques et les défilés est incompatible avec les droits de l'homme.<sup>1</sup>

## Malgré la répression, les manifestations contre la confiscation des terres continuent

A Monywa et Salingyi, dans la division de Sagaing (centre), des centaines de villageois continuent de dénoncer depuis des semaines la confiscation de leurs terres par une mine de cuivre sino-birmane et les risques de pollution liés au projet.

Depuis qu'une loi autorisant les manifestations pacifiques sous réserve d'autorisation préalable a été voté l'an dernier, les habitants osent tester leur liberté nouvelle. «Nous commençons seulement à oser dénoncer nos souffrances car nous avons entendu dire que nous pouvions nous exprimer normalement grâce au changement de gouvernement», a expliqué à l'AFP Myat Thaung, père de famille de 38 ans. «Nous n'osions pas nous plaindre quand les dirigeants étaient des militaires».

<sup>1</sup> DVB (20 Sep 12) Performance artist detained in Mandalay; AFP (21 Sep 12) Hundreds join Myanmar peace rally; Myanmar Times (24 Sep 12) Peace marchers face charges; Article 19 (20 sept 12) Myanmar: Law on assembly and procession inconsistent with human rights

Cependant, le gouvernement a répondu aux protestations en harcelant et détenant des manifestants, notamment des activistes et des étudiants qui ont pris part aux manifestations à Rangoun et Mandalay. Le 10 septembre, les autorités de Monywa, ont détenu 12 femmes activistes qui organisaient une veillée de prières dans une pagode locale afin de protester contre l'expansion du projet de mine de cuivre. La police a agressé et battu quelques-unes des femmes alors qu'elles étaient en garde à vue. Elles ont été libérées le lendemain. <sup>1</sup>

### Les Etats-Unis lèvent l'interdiction d'importation de produits birmans

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a annoncé le 26 septembre au président birman Thein Sein la levée prochaine de l'interdiction américaine d'importation de produits birmans, l'une des dernières étapes dans la normalisation des relations entre les deux pays.

Ainsi, «les Etats-Unis font un pas de plus dans la normalisation de nos relations commerciales avec Rangoun», a déclaré Mme Clinton, en disant «espérer plus d'occasions offertes à votre peuple pour vendre ses produits sur notre marché».

Washington avait mis fin en juillet à la plupart des restrictions sur ses investissements en Birmanie, y compris dans le gaz et le pétrole. Un nouvel ambassadeur américain est en poste depuis juillet, une première depuis 22 ans, et Thein Sein a été retiré de la liste noire des personnalités du pays faisant l'objet de sanctions.

Mais le Congrès américain prolongeait jusqu'à présent l'embargo sur les importations birmanes qui avait été imposé en 2003. <sup>2</sup>

### La loi sur les investissements étrangers à nouveau modifiée

Après plusieurs mois de débats, le Parlement national a approuvé la loi sur les investissements étrangers. Cependant, l'adoption de la loi, qui n'a jamais été rendue publique, sera retardée jusqu'à la prochaine session parlementaire après que le président Thein Sein ait renvoyé la loi au Parlement pour d'autres modifications. Thein Sein aurait en effet cédé aux pressions des chefs d'entreprises locaux qui ont exprimé leur mécontentement sur la version finale de la loi.

Le texte, approuvé le 7 Septembre, a été le résultat d'une lutte entre les députés en faveur d'une approche protectionniste et les législateurs, y compris Daw Aung San Suu Kyi, qui ont poussé pour une version de la loi plus libérale. Dans la dernière version plusieurs dispositions du texte précédent qui avaient soulevé des craintes sur leur potentiel pour décourager les investissements étrangers ont été supprimées.

<sup>1</sup> Myanmar Times (17 Sep 12) Arrests in Monywa as mine protests escalate ; RFA (05 Sep 12) Thousands Protest Copper Mine; DVB (12 Sep 12) Freed copper mine protesters assaulted by police; AFP (26 sept 2012) Le droit de manifester testé dans la pratique

<sup>2</sup> AFP (27 sept 12) Les Etats-Unis lèvent l'interdiction d'importations de produits birmans

La version finale a également assoupli les restrictions pesant sur les investissements étrangers dans 13 secteurs clés, notamment l'agriculture, la pêche et le secteur de la production. Dans ces secteurs, les investisseurs étrangers peuvent maintenant posséder jusqu'à une participation de 50% dans des entreprises en « joint-venture » plutôt que la proposition initiale de 49%. La loi approuvée par le Parlement permet aux investisseurs étrangers de louer des terres pour une durée de 50 ans avec une option de renouvellement, comparativement aux 35 ans alloués en vertu de la législation en vigueur. En outre, la loi accorde une exemption fiscale de cinq ans aux investisseurs étrangers et comprend des garanties contre la nationalisation des entreprises.<sup>1</sup>

### Les cartes SIM toujours inabordable en Birmanie

Alors le gouvernement continue de maintenir son monopole sur les télécommunications, les téléphones mobiles restent un objet inaccessible pour la majorité des Birmans. Le 19 Septembre, le Ministère des communications, des postes et télégraphes (MPT) a commencé à mettre en vente des cartes de téléphones prépayées à 5000 kyats (5 \$ US) - les moins chères sur le marché à ce jour). Cependant, le prix d'une carte SIM reste exorbitant - 200.000 kyats (US \$ 231). Le gouvernement aurait annoncé le 25 Septembre, que des cartes SIM moins chères ne seraient pas disponibles avant Mars 2013.<sup>2</sup>

---

1 Reuters (19 Sep 12) Protracted Myanmar investment law faces further delay; Myanmar Times (10 Sep 12) Hluttaw approves investment law; RFA (07 Sep 12) New Law Invites Investment

2 EMG (25 Sep 12) No plan to cut SIM card prices, says govt

## Eclairage

### « LE RETOUR DES RÉFUGIÉS NE DOIT SE FAIRE QU'AVEC LEUR CONSENTEMENT ET LA GARANTIE DE LEUR SÉCURITÉ ET DIGNITÉ »

*En septembre, le gouvernement birman et les autorités thaïlandaises ont poursuivi les discussions concernant le rapatriement des réfugiés birmans. A la suite d'une réunion début Septembre à Naypyidaw avec le Ministre birman Aung Min, le Conseil national de sécurité (NSC) thaïlandais a annoncé que 120 000 réfugiés pourraient rentrer en Birmanie d'ici un an. Malgré ces discussions sur le rapatriement des réfugiés, la Birmanie reste mal préparé pour le retour des réfugiés en raison de l'instabilité persistante dans les zones ethniques et le manque de mesures de protection du gouvernement birman pour assurer le rapatriement des réfugiés en toute sécurité.*



### ***La situation des réfugiés birmans en Thaïlande : un traitement et des conditions de vie dénoncés par Human Rights Watch***

L'organisation Human Rights Watch a récemment publié un rapport<sup>1</sup> sur la situation des personnes réfugiées en Thaïlande : il apparaît que la politique suivie par la Thaïlande à l'égard des réfugiés sur son territoire – politique sans fondement juridique – expose ces personnes à des traitements arbitraires et abusifs, les mettant en situation d'être exploitées ou arbitrairement arrêtées et expulsées .

Le sort des réfugiés birmans (qui forment le plus important groupe de réfugiés vivant actuellement en Thaïlande) est particulièrement inquiétant. Après examen du traitement et des conditions de vie des réfugiés birmans, il apparaît que « la Thaïlande présente aux réfugiés birmans un choix inique, entre croupir pendant des années dans des camps situés dans des zones isolées et travailler hors de ces camps sans aucune protection contre une éventuelle arrestation suivie d'expulsion », indique Bill Frelick, directeur du programme Réfugiés à Human Rights Watch et co-auteur du rapport.

<sup>1</sup> « Le traitement par la Thaïlande des réfugiés et des demandeurs d'asile est improvisé et inadéquat » (« Ad Hoc and Inadequate: Thailand's Treatment of Refugees and Asylum Seekers ») paru le 13 septembre 2012.

## Eclairage

La Thaïlande, n'ayant pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et ne disposant d'aucune loi sur les réfugiés ou de procédures opérationnelles en matière d'octroi du droit d'asile, considère les réfugiés de toutes nationalités vivant hors des camps de réfugiés spécifiquement destinés aux Birmans comme étant dans le pays en situation illégale. L'absence de mesures de recensement des réfugiés dans les camps, rend ces personnes particulièrement vulnérables .

### ***D'importants obstacles demeurent aux retour des réfugiés***

Le rapport d'Human Rights Watch stipule qu'après des décennies de conflits ethniques armés et de répression en Birmanie, les récents changements – y compris la signature d'accords préliminaires de cessez-le-feu entre le gouvernement birman et presque tous les groupes armés non étatiques – font entrevoir la possibilité que les ressortissants birmans réfugiés dans les camps en Thaïlande le long de la frontière puissent regagner leur pays. Mais d'importants obstacles demeurent, dont l'absence d'accords politiques solides, la présence de champs de mines et le refus de la Birmanie de permettre au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de travailler du côté birman de la frontière.

La restriction des mouvements des réfugiés birmans dans les camps et l'interdiction de travailler imposées par la politique thaïlandaise ont conduit à des dysfonctionnements sociaux et ne sont pas sans conséquence. Human Rights Watch affirme que les réfugiés risquent d'être très mal préparés pour une bonne réintégration dans leurs communautés d'origine lorsqu'ils regagneront leur pays. Il s'avère donc urgent de mettre en œuvre les meilleurs moyens de préparer les réfugiés à un futur retour en toute sécurité et à une bonne réintégration en Birmanie.

Face aux changements de la situation politique en Birmanie, les bailleurs de fonds internationaux des programmes humanitaires sont enclins à travailler directement dans le pays, auprès des autorités, délaissant ainsi les ONG qui travaillent le long de la frontière avec les populations réfugiées. La baisse des budgets alloués aux associations situées en Thaïlande a des conséquences désastreuses sur les conditions de vie des personnes réfugiées, tant au niveau des soins médicaux prodigués à des milliers de réfugiés qu'au niveau des projets éducatifs. « Désormais, les réfugiés ne reçoivent que 80 % du minimum requis en aliments et autres », confie Sally Thompson, directrice adjointe du Thai Burma Border Consortium, une organisation qui fournit des rations alimentaires et autres produits de première nécessité à 145 000 réfugiés.

Le 10 septembre, le Thailand Burma Border Consortium (TBBC) a publié une déclaration indiquant qu'il « était trop tôt » pour promouvoir le retour des personnes déplacés et que l'éventuel rapatriement des réfugiés devait se faire de façon volontaire, avec la garantie de leur sécurité et dignité.<sup>1</sup>

***« Le retour des personnes réfugiées ne doit se faire qu'avec leur consentement et la garantie de leur sécurité et dignité »***

L'anxiété et l'incertitude règnent concernant l'éventuel rapatriement en Birmanie des réfugiés des camps thaïlandais. Bien qu'il existe de nombreux acteurs ayant un rôle majeur dans la prise de décision pour savoir quand et comment ce processus aura lieu, aucun n'est plus important que les réfugiés eux-mêmes.

<sup>1</sup> TBBC (10 Sep 12) TBBC visits Rangoon/Yangon; Irrawaddy (12 Sep 12) Reforms make refugee return more likely: TBBC; Irrawaddy (14 Sep 12) Refugee could go back within one year: Thailand

## Eclairage

C'est pourquoi un groupement d'organisations locales karen a publié une prise de position collective, rappelant que « les réfugiés ont le droit de faire des choix libres sur où, quand et comment ils vont retourner dans leur patrie ».

Ce document décrit les conditions préalables et les processus nécessaires à la réussite du retour volontaire des réfugiés de plusieurs camps situés à la frontière birmano-thaïe. Les conditions préalables et le processus de rapatriement sont définis afin que soient respectées la sécurité, la dignité et la volonté des personnes réfugiées, notamment<sup>1</sup> :

- La réalisation d'un règlement politique entre les groupes ethniques armés et le gouvernement birman
- Un accord sur un cessez-le-feu,
- La garantie de la sécurité des personnes,
- Le retrait de toutes les troupes de l'armée birmane et des milices,
- La fin des violations des droits de l'homme,
- L'abolition de toutes les lois oppressives
- La résolution des problèmes de propriété foncière.

**« Nous sommes encouragés par les changements en Birmanie, mais il y a de nombreuses améliorations qui devraient se produire avant que les réfugiés soient en sécurité pour rentrer »**

Dah Eh Kler de l'Organisation des Femmes du Karen (KWO).

**« Nous avons fui les combats et les abus commis par l'armée birmane. Nous savons que les trêves sont encore fragiles et ne comprennent pas encore un code de conduite exécutoire, les troupes sont encore tout autour de nos anciens villages, le long de mines et autres dangers. Nous espérons que nous pouvons rentrer à la maison un jour prochain, mais il n'est tout simplement pas possible dans les conditions actuelles dans les domaines de Karen. »**

Dah Eh Kler de l'Organisation des Femmes du Karen (KWO).

En dépit de la situation difficile à laquelle les réfugiés sont confrontés en Thaïlande, le processus de leur retour doit être effectué dans le strict respect international des réfugiés et conformément aux droits humains. Les organismes des Nations Unies et les donateurs doivent veiller à ce que les gouvernements thaïlandais et birman impliquent les réfugiés et les organisations communautaires de réfugiés dans chacune des étapes de la consultation, de la préparation, de la planification et de la mise en œuvre de rapatriement.

La transparence est la clé de ce processus. Les réfugiés doivent avoir à leur disposition autant d'informations que possible sur les conditions de vie dans leur lieu de retour. Ne pas informer les réfugiés serait injuste et créerait davantage d'anxiété et de confusion parmi eux. Cela ne conduirait pas à un processus conforme au droit international relatif aux réfugiés et aux droits humains.

<sup>1</sup> Karen Community Based Organizations' Position on Refugees' Return to Burma, 11 september 2012



## « Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél. 01 46 33 41 62  
Mail. [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)  
<http://www.info-birmanie.org>

**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

**Valoriser** auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

**Alerter** les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

**Sensibiliser** la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

### Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).  
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

### Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>